

SUCCESSION DES PLANS

ST 1864 A

N°	SEC.	DESCRIPTION DES PLANS
1	1'21"	arrivée de la Garde militaire + plan plan du cimetière
2	12"	journalistes puis obtiennent
3	43"	arrivée de M. Rittmann
4	32"	arrivée M. Nauway et M. Cheyran
5	22"	arrivée M. Thon
6	9"	M. Rittmann et M. Nauway arrivent à l'ontari
7	22"	arrivée M. Fitzgerald et M. Barry (IR) parlent de mer à M. Rittmann
8	23"	arrivée M. CRAZI (ID)
9	36"	arrivée M. Werner et M. Flach (Lux)
10	1'02"	Arrivée M. Tatchen et M. Howe (UK)
11	22"	arrivée M. Rantzen (B)
12	25"	arrivée M. Paul Schuster et Ellman - Jensen
13	29"	arrivée M. Junchen et M. Kahl (D) ainsi que Tindemann (B)
14	32"	arrivée M. Papandrian et Verfis (GR)
15	28"	la garde reprend l'incubation puis plan du chateau - arranger
16	13"	Plan du Conseil - plan général de la Table + zoom avant sur M. Rittmann
17	23"	M. Werner et M. Flach et M. Andreotti paraissent CRAZI - Barry - Fitzgerald et mouvement retour - M. van der Broek - M. Tatchen - Howe - Thon - ontari - Zoom arrière - M. Verfis - Kahl + para plan de table avec Rittmann - Nauway Cheyran
18	32"	M. Rantzen + Tindemann + Ellman - Jensen + Paul Schuster - Kahl - Verfis - Papandrian

Observations :

Date :

20

Paraphe :

SUCCESION DES PLANS

N°	SEC.	DESCRIPTION DES PLANS
20	1.5"	partie de la salle des comera et journalistes
21	1.1"	Vue extérieure de l'intérieur de la
		ceux du Château
22	8.1"	Facade du château avec le perron
23	4.1"	M. Thom et M. Flach attendant
24	4.9"	M. Tatchen - Herve - Fitzgerald - Barry
		descendant d'escalier pour la photo
		de famille
25	1.0"	M. Tatchen - M. Fischer - Barry parlent
		Zoom arrière sur le château
26	4.1"	M. C. A. P. - Papandreas - Artoli - Andriotti
		Naertens - Fitzgerald
27	4.1"	M. Pittuand arrive et rejoint tous le
		mande poignet de main à Artoli Tatchen
		en face - Tindemann - Flach - Van den Broek
		Barry -
28	5.1"	M. Kohl et Thom
29	1.05"	Groupe - Naertens - Fitzgerald - Tatchen -
		Pittuand - Zoom arrière sur tous
		plan extérieur sur Papandreas - Schluck
		Werner - Fitzgerald - Tatchen - Pittuand
		fraxi - Lulebus - Naertens - Kohl - Thom
		les ministres sort derniers - Artoli - Fischer
		Andriotti - Van den Broek - Chapman - Dumas
		Herve - Barry - Flach - Tindemann -
		Vonlis -
30	4.7"	M. Pittuand et tous les autres
		remontent au château
31	2.7"	Château et partie de journalistes extérieurs
		château avec chaque fois dip

Observations :

Date : 1.1.7.84

Paraphe : *C. H. Dujay*

Conférence de Presse Finale

Président MITTERAND

FONTAINEBLEAU

26 juin 1984

- Situation internationale 1'13
 - (Mme Thatcher a présenté les suites du Conseil Économique de Londres)
 - Relations avec le Tiers Monde
 - Voyage en URSS de Mitterand 2'25
- Contentieux britannique et allemand 3'50
 - Accord pour les britanniques
 - 1984 : forfait 1 pt de
 - 1985 : 7% sur le déficit britannique sans que soient décomptés les
 - prélèvements agricoles
 - Droits de douane
 - 7% = 66% 4'50
 - Accords initiaux de 1980
 - Cette décision déblocue les renouées 5'30
 - propos. Champ libre en 85.
 - Déblocage des points du C. de Stuttgart 6'
 - Tout a été décidé sur tous les points 6'40
- Allemagne :
 - Une compensation nationale
 - pour les agriculteurs allemands 6'50

N°	SEC.	DESCRIPTION DES PLANS
1	9"	Grille du chateau et fleurs
2	16"	Panoramique sur le chapeau devant la grille
3	16"	Facade et chapeau
4	14"	chapeau Français sur le toit du chateau Zoothérapie et plan final du chateau
5	24"	Coupe intérieure avec la grande Escalier
6	14"	rue de Fontainebleau avec chapeau Européen
7	5"	facade de la mairie avec chapeau Français et Conseil de l'Europe parisien "Fontainebleau Commune de l'Europe"
8		
13		
14		
15		
16		
17		
18		
19		
20		
21		
22		
23		
24		
25		
26		
27		
28		
29		
30		

Observations :

Date : 12-7-84

Paraphe : *[Signature]*

FICHE DE BASE POUR ARCHIVES AUDIO-VISUELLES

- Numéro de fiche:

- Numéro d'archives:

ST 1864 A

- Titre:

Conseil européen de Fontainebleau.
A. Arrivée des chefs d'Etat et de gouvernement.
Ouvverture du Conseil.

- Source

Fontainebleau (France), 25-26 juin 1984.
= CCE. - 16mm. Neg. 14 min 04. - Amb. Synt. BR.

- Résumé

(26 juin) Extérieur du château de Fontainebleau: gardes
républicains (GP. cosaque), arrivée des chefs
d'Etat et de gouvernement (accueil de M. Mitterrand,
président de la République française), plan
de coupe (façade du château, orangers et journalistes).
Intérieur: salle et participants (PE et GP des
délégations composées de chefs d'Etat et de gouvernement,
accompagnés des ministres des affaires étrangères).

(27 juin) Extérieur -: pose des dix délégations pour la
photo de groupe traditionnelle, PE et PA de différentes
personnalités lors de la promenade autour du château, vue
générale (façade du château et drapeaux des Etats
membres).

Personnalités: Mitterrand, F. (Fra); Danroy, P. (Fra);
Cheysson, C. (Fra); Thorn, G. (CCE-Lux); Ortoli, F.-X. (CCE-Fra);
Fitzgerald, G. (Irl); Barry, P. (Ire); Craxi, B. (Ita);
Werner, P. (Lux); Flesch, C. (Lux); Thatcher, M. (RU);
Howe, G. (RU); Martens, W. (Bel); Schlüter, P. (Dan);
Ellemann-Jensen, V. (Dan); Genscher, H.-D. (RFA); Kohl, H.
(RFA); Tindemans, L. (Bel); Papandreu, A. (Gre);
Charalambopoulos, X. (Gre);

Andreotti, G. (Ita); Lubbers, R. (PB); van den Broek, H.
(PB)

Conseil européen : Fontainebleau (1984)

SUCCESION DES PLANS

N°	SEC.	DESCRIPTION DES PLANS
1	1'21	arrivée de la Garde militaire + Gros
2	12"	plan du Cespère
3	43"	journalistes puis obtiennent
4	32"	arrivée de M. Rittmann
5	22"	arrivée M. Nauy. et M. Cheyran
6	9"	arrivée M. Thon
7	22"	M. Rittmann et M. Nauy accueilli
8	23"	M. ontali
9	36"	arrivée M. Fitzgerald et M. Barry (IR)
10	1'02	peignée de main avec Rittmann
11	23"	arrivée M. CRAXI (ID)
12	25"	arrivée M. Werner et M. Flach (Lux)
13	29"	Arrivée M. Tatchen et M. Howe (UK)
14	32"	arrivée M. Marken (B)
15	28"	arrivée M. Paul Schlüter et Ellman - Jensen
16	13"	arrivée M. Jochen et M. Kohl (D)
17		ainsi que Tindemans (B)
18	32"	arrivée M. Papandréou et Verfis (Gr)
19	28"	la garde reprend l'escalier principal
20		plan du chapeau - armoire
21	13"	Rolls du Conseil - plan général de
22		la Table + zoom avant sur M. Rittmann
23	23"	M. Werner et M. Flach et M. Andreotti
24		passo sur CRAXI - Barry - Fitzgerald et
25		mouvement retour - M. Van der Broek
26	32"	M. Tatchen - Howe - Thon - ontali -
27		zoom arrière - M. Verfis - Kohl + passo
28		passo de table arrêt - Rittmann - Nauy
29		Cheyran
30	19	M. Marken + Tindemans + Ellman - Jensen
31		+ Paul Schlüter - Kohl - Verfis - Papandréou

Observations :

Date :

Paraphe :

Titre provisoire : Conseil Européen FontainebleauLieu de tournage : FranceDate : 24-27/6-84Origine : CE

©

MATÉRIEL DE BASE										BOÎTE N°
Image	16	35	Neg	Rev	CRI	Intneg	Pos	N&BL	Min: 14'04	
Son	Muet	sync	Dial:	Min :		Amb Min :				
	Sepmag 16	17,5	Min:	Commag Min :		BL Min:				
Observation :										
MATÉRIEL ADDITIONNEL			Boîte n°	Min	MATÉRIEL ADDITIONNEL			Boîte N°	Min	
Positif + Son				14'04						
Observation										

N° de fiche :

N° d'archives :

Titre :

Source :

Résumé :

Classification :

SUCCESION DES PLANS

NO	SEC.	DESCRIPTION DES PLANS
20	15"	sortie de la salle des Comera et journalistes
21	11"	Vue extérieure de l'intérieur de la
		ceux du Château
22	8"	Facade du château avec le perron
23	4"	M. Thom et M. Fleck attendant
24	19"	M. Tatché - H. Fitzgerald - Barry
		descendant d'un balcon pour la photo
		de famille
25	10"	M. Tatché - H. Fitzgerald - Barry parlent
		Zoom arrière sur le château
26	4"	M. CHAPI - Popanduan - Ortolé - Anchieta
		Naertus - Fitzgerald
27	44"	M. Pittuand arrive et rejoint pour le
		mande poignée de main à Ortolé - Tatché
		Barry - Tindeman - Fleck - Van den Broek
		Barry -
28	5"	M. Kohl et Thom -
29	1'05"	Groupe - Naertus - Fitzgerald - Tatché -
		Pittuand + Zoom arrière sur tous
		Plan arrière sur Popanduan - Schluck
		Werner - Fitzgerald - Tatché - Pittuand
		fraxi - Lulbuss - Naertus - Kohl - Thom
		les ministres sortent des - Ortolé - Genes
		Anchieta - Van den Broek - Chayson - Dumas
		Hove - Barry - Fleck - Tindeman -
		Vonfis -
30	47"	M. Pittuand et tous les autres
		remontent au château
31	27"	château et sortie des journalistes, extérieur
		château avec chapeau dans la

Observations :

Date : 11.7.84

Paraphe : C. Dujay

Titre provisoire : _____

Lieu de tournage : _____

Date : _____

Origine : _____

C

MATERIEL DE BASE										BOITE N°
Image	16	35	Neg	Rev	CRI	Intneg	Pos	N&Bl	Min:	
Son	Muet	sync	Dial:		Min :		Amb	Min :		
	Sepmag 16	17,5	Min:		Commag Min :		Bl	Min:		
Observation :										
MATERIEL ADDITIONNEL			Boite n°	Min	MATERIEL ADDITIONNEL			Boite N°	Min	
Observation										

N° de fiche :

N° d'archives :

Titre :

Source :

Résumé :

Classification :

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

N° de PRODUCTION : 203/84

DIRECTION GENERALE X

Division Radio-Télévision-Films

200, rue de la Loi, 1049 Bruxelles - tél. 235 11 11

RAPPORT DE TOURNAGE

- Montage - Archives -

Sujet : Conseil Européen Fontainebleau

Date : 25/6/84 - 26/6/84 - 27/6/84 - 28/6/84 Lieu : Fontainebleau

Réalisateur : P. G. Images : G. Henaux Son : GG Lumière : J. Aert

Couverture extérieure :

Pellicule utilisée : 1 x 120 7247 Longueur : Développement : NORMAL

Son : Bande/Cassette-Pisté Vitesse 9,5 (19) 38 cm/sec Fréq. Sync. (50) 60 Hz

Documentation jointe :

N° Bob Image	Description complète des plans	N° Bob Son
1	120 m. 7247 (1) Ambiance château	1
	(2) Arrivées Delegations - M. Herand Cheysson Dumas Thorn Fitzgerald Fletcher Craxi Andreotti Martens Tindemans Kohl Tatcher Genscher Dannois	2

Observations techniques :

Rapport à remettre en 2 exemplaires avec le matériel tourné pour justifier le paiement des prestations.

Signatures : Réalisateur : Images : Son : Lumière :

[Signature]

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

N° de PRODUCTION : 203184

DIRECTION GENERALE X

Division Radio-Télévision-Films

200, rue de la Loi, 1049 Bruxelles - tél. 235 11 11

RAPPORT DE TOURNAGE

- Montage - Archives -

Sujet : Conseil Européen Fontainebleau

Date : 26/6/84 Lieu : Fontainebleau

Réalisateur : P. G. Images : G. H. Son : G. G. Lumière : J. A.

Couverture extérieure :

Pellicule utilisée : 7247 Longueur : 120 Développement : N

Son : Bande-Cassette-Pisté

Vitesse 9,5 - 19 - 38 cm/sec

Fréq. Sync : 50/60 Hz

Documentation jointe :

N° Bob Image	Description complète des plans	N° Bob Son
2	Extérieur château Photo de famille Extérieur ville. Fontainebleau	3

Observations techniques :

Rapport à remettre en 2 exemplaires avec le matériel tourné pour justifier le paiement des prestations.

Signatures : Réalisateur : Images : Son : Lumière :

DIRECTION GÉNÉRALE X

Division Radio-Télévision-Films

200, rue de la Loi, 1049 Bruxelles - tél. 235 11 11

RAPPORT DE TOURNAGE

- Montage - Archives -

Sujet : Conseil Européen Fontainebleau

Date : 26/6/84 Lieu : Fontainebleau

Réalisateur : P.G. Images : C.H. Son : G.G. Lumière : J.A.

Couverture extérieure :

Pellicule utilisée : 7293 Longueur : 120 Développement : N

Son : Bande-Cassette-Pisté

Vitesse 9,5 - 19 - 38 cm/sec

Fréq. Sync. : 50-60 Hz

Documentation jointe :

N° Bob Image	Description complète des plans	N° Bob Son
3	Début réunion Conseil	3
	Début conférence Président Mitterrand 8'	4
		5
	son seul conférence de presse Président Mitterrand.	6
		7

Observations techniques :

Rapport à remettre en 2 exemplaires avec le matériel tourné pour justifier le paiement des prestations.

Signatures : Réalisateur :

Images :

Son :

Lumière :

TIMECODE

333

SHOT DESCRIPTION

From

To

Hr Min Sec Hr Min Sec

VI ~~2000~~ - VF 015

4 ST 16 couleurs

1 09

17 07

ST 1864 + SEPMAQ - Conseil européen
01 de Fontainebleau

25/26.06.84

17 18

27 11

ST 1855 M - Conseil européen
02 de Bruxelles 19/20.03.84

27 42

39 33

ST 1517 A - Signature des accords
03 CEE-Roumanie
+ SEPMAQ, Bucarest 28.07.80

39 34

42 44

ST 1517 B - Ville de Bucarest
04 + SEPMAQ 28.07.80

42 54

51 58

ST 1445 - Signature de l'accord
05 de coopération CEE-Yougoslavie
+ SEPMAQ, Belgrade 02.04.80

51 59

55 36

ST 1445 - Ville de Belgrade
06 Muet 02.04.80

Bureau de Production

Brussels (02) 235.21.23 tlx. 61979 comrtv b

VIDEO TAPE RECORDING REPORT

VHS + Burn In T/C fait le :

Archive Fiche de Travail No :

DISPOSAL INSTRUCTIONS Likely to be of interest to archives yes / no

Erased After 19..... / Refer To / Other

ERASURE AUTHORISED BY : Production :

Archives :

Responsible :

NOTES

TECHNICAL DETAILS Line up is EBU bars (75 % chroma 100 % lum and Odbm tone), 625/50 PAL/COMPONENT

Record Machine No : (VPR 305/ACR 225/KRM 800/CVR 70/CVR 75/ BVU 800/BVW 40/VPR2/)

Camera Engineer/Cameraman Source M/C

Timecode VITC T/C Yes/~~No~~ LTC T/C Yes/~~No~~ (track 3/.....) User Bits ?

VITC IDENTICAL TO LTC : Yes/No. LTC : VITC

Sound Noise Reduction System :

TRACK	mute/sync/	INTER	ON/OFF
TRACK 1	mute/sync/	✓	ON/OFF
TRACK 2	mute/sync/	✓	ON/OFF
TRACK 3	mute/sync/	✓	ON/OFF
TRACK 4	mute/sync/	✓	ON/OFF

Transmission Details

Clock : Yes/No Vision Completed :

Sound Completed :

EEC TV STUDIOS Brussels

BETACAM/BETACAM SP/MI

12C/DH/BVU(HS)/-

~~ORIGINAL/MASTER/COPY~~

~~COPY-OF~~

Prog. No :

Tape No.

Date _____

Prod. No.

Responsible

TITLE :

TITLE: VI 528 - Plushewy
transfers film

Version/Language

For :

Duration :

Technical Report

TAPE CONTENTS

[illegible]

Doc. 314-

Pour le

Heure préparation

Heure prévue

Heurre réelle

Titre :

Destination :

Responsable : \

Date de la demande

Durée :

Délai :

Travail à effectuer

Remarques :

Nature du travail

Transfert :

Autre :

Quantité et version(s) :

Support original :

Image 7 Son

Références

Support image :

16 mm - 2" - 1" - Betacam - BVU - U-Mat (LB) - VHS

Support son :

Bande lisse (19 cm/s – 9,5 cm/s) – Sepmag – K7

Enregistrement :

Muet / (Sonore /) Sepmag / Optique

Support final :

Image – Son

Références :

Support image :

2" - 1" - Betacam - BVU - U-Mat (LB) - VHS

Support son :

Bande lisse – Sepmag – K7

Enregistrement :

Muet / Sonore / Time code

Scriptel :

Signature _____

(LB) - VHS

OK
D. (A) (E)
f
ASp pom
Signature
Monte G. Mery

1. Conseil européen de Fontainebleau

Règlement du contentieux budgétaire communautaire

1.1.1. Les dix chefs d'État et de gouvernement, réunis à Fontainebleau les 25 et 26 juin, sont parvenus à un accord unanime sur le montant de la compensation à accorder au Royaume-Uni au cours des années à venir pour alléger sa contribution au budget communautaire. Cette décision débloque les accords sur les deux autres volets du dossier du financement futur — nouvelles ressources propres créées par le relèvement du plafond de la TVA à 1,4 % et « discipline budgétaire et financière » — réalisés lors du Conseil européen de mars mais qui étaient restés en suspens⁽¹⁾.

L'accord sur la discipline budgétaire et financière auquel le Conseil européen de Bruxelles avait abouti en mars est le suivant :

Discipline budgétaire et financière

1.1.2. Le Conseil européen estime qu'il est essentiel que les règles de rigueur qui gouvernent actuellement la politique budgétaire de chacun des États membres s'appliquent également au budget des Communautés.

Le niveau des dépenses des Communautés sera établi en fonction des recettes disponibles.

La discipline budgétaire qui impose un effort conjugué de toutes les institutions dans le cadre de leurs compétences respectives s'appliquera à l'ensemble des dépenses du budget.

• Le Conseil européen invite le Conseil de ministres pour ce qui le concerne :

— à fixer, en début de procédure budgétaire, un cadre de référence, c'est-à-dire l'enveloppe maximale des dépenses qu'il estime devoir retenir pour financer les politiques communautaires au cours de l'exercice suivant;

— à faire en sorte que les dépenses nettes découlant des marchés agricoles, calculées sur une base triennale, progressent moins que le taux d'accroissement de la base des ressources propres. L'appréciation de cette évolution se fera sur des bases de circonstances exceptionnelles, notamment en relation avec l'élargissement. Les dispositions prévues dans le document de la Commission relatif aux directives financières sur la politique agricole commune seront mises en œuvre;

— à s'engager à respecter, tout au long de la procédure budgétaire, telle que définie par l'article 203 du traité de Rome, le taux maximal. Lors de la première lecture, le Conseil maintiendra l'augmentation des dépenses non obligatoires à un niveau au plus égal à la moitié du taux maximal. En seconde lecture, le Conseil prendra une position telle qu'il n'en résultera pas de dépassement du taux maximal.

• Le Conseil européen invite le Conseil de ministres à prendre avant juin 1984 les mesures nécessaires pour garantir l'application effective des principes visés ci-dessus.

Comme le Conseil européen de Bruxelles l'avait demandé, le Conseil « économie-finances » a été chargé d'arrêter les modalités de mise en œuvre des principes d'une discipline budgétaire et financière, mais ses travaux n'ont pas encore abouti.

1.1.3. Cet accord global règle pour quelques années le contentieux budgétaire qui, depuis 1979, paralysait progressivement le fonctionnement de la Communauté. De plus, il donne à la Communauté, même si la Commission juge insuffisante la décision sur les ressources propres, les moyens d'assurer son fonctionnement normal à partir de 1986 et d'envisager sa relance. Le Conseil européen est convenu que, dans l'attente de la ratification par les parlements nationaux de l'augmentation des ressources propres, des mesures seront prises par le prochain Conseil « budget » pour couvrir les besoins du budget 1984, afin d'assurer le fonctionnement normal de la Communauté⁽²⁾.

L'accord a été réalisé sur la base suivante : en 1984, le Royaume-Uni bénéficiera d'une compensation forfaitaire de 1 milliard d'Écus; pour les années suivantes, l'« écart », c'est-à-dire la différence entre ce que verse le Royaume-Uni au titre de la TVA et ce qu'il reçoit du budget européen, sera compensé aux deux tiers (66 %). L'Allemagne ne participera que partiellement (pour les deux tiers de sa part normale) à la prise en charge de cette compensation. L'« écart » sera calculé à partir des seuls versements

(1) Bull. CE 3-1984, point 1.1.1.

(2) Bull. CE 4-1984, points 1.1.2 et 1.1.3.

Abréviations harmonisées pour la désignation de certaines unités monétaires dans les différentes langues de la Communauté :

Écu	=	Unité monétaire européenne
BFR	=	Belgische frank / Franc belge
DKR	=	Dansk krone
DM	=	Deutsche Mark
DR	=	Drachma
FF	=	Franc français
HFL	=	Nederlandse gulden (Hollandse florijn)
IRL	=	Irish pound / Punt
LFR	=	Franc luxembourgeois
LIT	=	Lira italiana
UKL	=	Pound sterling
USD	=	United States Dollar

TVA du Royaume-Uni, à l'exclusion des droits de douane et des prélèvements, comme il avait été déjà convenu lors du Conseil européen de Bruxelles⁽¹⁾. On a ainsi abouti, comme le souhaitait la Commission, à un mécanisme simplifié qui aura la même durée de vie que les nouvelles ressources propres.

La compensation nette de 750 millions d'Écus allouée au Royaume-Uni par le Conseil européen de Stuttgart au titre de 1983⁽²⁾, (et la mesure corrélatrice intéressant l'Allemagne) inscrite au budget 1984, mais qui avait été mise en réserve dans l'attente d'une solution sur les problèmes financiers de la Communauté, a été débloquée sous la forme de mesures particulières dans les domaines social, des transports et de l'énergie. Le Conseil a adopté le 26 juin les règlements correspondants⁽³⁾.

En même temps que le règlement du contentieux budgétaire communautaire, un accord politique est intervenu au Conseil européen sur l'aide complémentaire à l'agriculture allant de la demande par le gouvernement allemand en compensation à la diminution des revenus agricoles résultant du démantèlement des MCM (5 % au lieu des 3 % décidés par le Conseil agricole de mars⁽⁴⁾), du 1^{er} juillet 1984 au 31 décembre 1988). La Commission et le Conseil ont été invités à prendre les mesures appropriées à cet effet.

1.1.4. En ce qui concerne l'élargissement, le Conseil européen a confirmé son objectif d'une conclusion rapide des négociations tout en donnant certaines orientations en ce qui concerne la pêche, le marché vitivinicole et l'équilibre entre l'agriculture et l'industrie.

1.1.5. L'accord budgétaire débloque aussi les autres accords intervenus en mars dernier⁽⁵⁾ dans l'attente d'un compromis global: ces accords concernent les politiques nouvelles et les Fonds structurels.

Politiques nouvelles

1.1.6. Dans la perspective de la réalisation d'une véritable union économique, le Conseil entend, par des engagements précis, à la fois sur le plan

extérieur et sur le plan intérieur, donner à l'économie européenne une impulsion comparable à celle que lui avait apportée, au début des années soixante, la mise en chantier de l'union douanière. Les objectifs prioritaires suivants seront recherchés:

- la convergence des politiques économiques et une action de la Communauté capables de promouvoir l'investissement productif et par là une reprise économique vigoureuse et durable;
 - le développement, en étroite consultation avec les industries et organismes concernés dans la Communauté, du potentiel scientifique et technologique de l'Europe;
 - l'affermissement du marché intérieur pour que les entreprises européennes profitent davantage de la dimension communautaire;
 - la défense et la promotion de l'emploi, élément déterminant de la politique sociale communautaire notamment pour les jeunes.
- Le Conseil européen invite le Conseil de ministres à poursuivre activement l'examen des propositions de la Commission qui répondent déjà à ces objectifs et invite celle-ci à lui faire rapport⁽⁶⁾, pour sa session de juin, sur les progrès qui auront été réalisés pour la relance de l'Europe en mettant particulièrement l'accent sur les secteurs ci-après:
- Le Conseil européen souligne l'importance de l'accord intervenu pour le lancement du programme ESPRIT, projet exemplaire de coopération entre les entreprises.

Il attend du Conseil de ministres que soient définis sans délai les autres domaines où des initiatives de la Communauté s'imposent.

Un programme-cadre sera arrêté avant la fin du premier semestre 1984 dans les domaines des télécommunications et des biotechnologies. La coopération et les échanges scientifiques et techniques seront accentués au sein de la Communauté, notamment par les encouragements donnés à la mobilité des chercheurs.

Il convient de la nécessité d'accroître la part des ressources de la Communauté consacrée au financement des activités prioritaires⁽⁶⁾ de recherche et développement communautaires.

- Le Conseil européen, satisfait de l'accord intervenu sur la réduction des entraves techniques aux

⁽¹⁾ Bull. CE 3-1984, point 1.1.1.

⁽²⁾ Bull. CE 6-1983, point 1.5.9.

⁽³⁾ Bull. CE 3-1984, point 2.3.4.

⁽⁴⁾ Point 2.3.4.

⁽⁵⁾ La Commission a transmis en juin au Conseil européen une communication sur la consolidation du marché intérieur européen.

⁽⁶⁾ La Commission a transmis au Conseil le 29 mai une communication sur les priorités de la recherche. — Bull. CE 5-1984, point 2.1.187.

échanges et la défense contre les pratiques commerciales illicites des partenaires de la Communauté, estime nécessaire l'adoption rapide de nouvelles mesures tendant à:

- une simplification décisive des formalités dans les échanges à l'intérieur de la Communauté et la modernisation du système douanier;
- l'harmonisation des normes⁽¹⁾ et des produits européens, ainsi que l'ouverture des marchés publics des États membres aux entreprises européennes;
- l'harmonisation des conditions de concurrence et la libéralisation progressive des échanges de services, notamment dans le secteur des transports et de l'assurance, dans les délais précis à fixer par le Conseil, sur proposition de la Commission, avant la fin de l'année;
- la mise en œuvre d'une politique commune des transports et d'un programme d'infrastructures de transports d'intérêt communautaire;
- la mise en œuvre d'un environnement propice à la coopération entre les entreprises européennes par la définition d'un cadre juridique et fiscal qui la favorise;
- la pleine utilisation des instruments financiers existants au service des politiques de la Communauté, y compris l'encouragement de l'investissement productif.

Le Conseil européen réaffirme que l'Écu constitue l'élément central et le pilier du SME. Il se réjouit de l'expansion spontanée de l'usage privé de l'Écu et prend note que le Conseil de ministres poursuit ses travaux tendant à faire progresser le SME par des adaptations concrètes.

Des moyens seront réunis pour inciter l'épargne disponible dans la Communauté à contribuer davantage au financement de l'investissement. Le Conseil pense, en conséquence, que des progrès significatifs seront effectués pour parvenir à une meilleure intégration financière dans la Communauté.

- Le Conseil européen demande que soient préparées, avant sa prochaine session de juin 1984, les dispositions utiles à l'organisation de l'espace social européen dans le but d'associer pleinement les forces sociales aux transformations économiques et technologiques qui déterminent les perspectives de relance dans la Communauté⁽²⁾.

Il demande également aux ministres de l'éducation et à la Commission d'étudier les voies et moyens susceptibles d'encourager le développement, dans chaque État membre, de l'enseignement des langues⁽³⁾.

Fonds structurels⁽⁴⁾

1.1.7. Le Conseil européen estime que les Fonds structurels devront devenir des instruments efficaces

ces des politiques communautaires visant à contribuer à la résorption des retards régionaux de développement et à la reconversion des régions en déclin industriel; à promouvoir une agriculture dynamique et compétitive pour le maintien et le développement de structures agricoles efficaces, notamment dans les régions moins favorisées; à lutter contre le chômage, en particulier pour les jeunes.

A cette fin:

- La gestion des Fonds sera améliorée eu égard aux observations de la Cour des comptes, et au rapport de la Commission, en particulier par une évaluation appropriée de leurs interventions, par une concentration des actions des Fonds et la suppression de tout double emploi, grâce à une meilleure concertation entre la Commission et les États membres.
- Une coordination des actions de différents Fonds sera recherchée, par exemple sous la forme de programmes intégrés.

Dans cette optique, des programmes intégrés méditerranéens seront lancés au bénéfice des régions méditerranéennes de la Communauté actuelle de manière à être opérationnels en 1985. Conçus pour une durée limitée, ils auront pour objet d'améliorer les structures économiques de ces régions afin de leur permettre de s'adapter dans les meilleures conditions possibles à la situation nouvelle créée par l'élargissement. Ils couvriront également des problèmes évoqués par le mémorandum grec.

- Les moyens financiers affectés aux interventions des Fonds, compte tenu des PIM, seront accrus de manière significative en termes réels dans le cadre des possibilités de financement.

Les travaux en cours, engagés sur la base des propositions de la Commission, en matière de révision du Feder et du FEOGA « orientation » devront

⁽¹⁾ Un accord sur les nouvelles orientations à suivre dans la Communauté en matière de normalisation des produits a été réalisé en juillet. (Le contenu de cet accord sera développé dans le Bulletin 7/8-1984.)

⁽²⁾ Le mandat donné en la matière par le Conseil européen à Bruxelles est épuisé par le nouveau mandat qu'il a donné à Fontainebleau (voir point 1.1.9).

⁽³⁾ Des conclusions sur l'enseignement des langues étrangères ont été adoptées lors de la session du « Conseil » et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil « qui s'est tenue le 7 juin (voir point 2.1.53).

⁽⁴⁾ Le Conseil « affaires étrangères » a pris note d'une déclaration de la délégation grecque au sujet du chapitre sur les Fonds structurels, et selon laquelle le texte des « conclusions de la présidence » du Conseil européen de Bruxelles devait être complété comme suit: « le financement à prévoir pour les programmes intégrés méditerranéens est complémentaire.

aboutir avant la prochaine session du Conseil européen⁽¹⁾.

1.1.8. Le Conseil européen a également décidé la création d'un comité ad hoc composé de représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement, à l'instar du «comité Spaak», qui sera chargé de faire des suggestions pour l'amélioration du fonctionnement de la coopération européenne dans le domaine communautaire comme dans celui de la coopération politique.

Enfin, c'est un autre comité, composé de personnalités nommées par les chefs d'Etat et de gouvernement, travaillant en toute indépendance, mais en liaison avec la Commission, qui devra soumettre au plus tard avant la fin du premier semestre 1985, un ensemble de propositions destinées à faire naître et prospérer «l'Europe des citoyens». Ce comité devra examiner notamment un projet de frappe d'une monnaie européenne: l'Ecu, et ceux d'un drapeau et d'un hymne européens. A propos du passeport européen, le Conseil européen a demandé au Conseil qu'il soit effectivement à la disposition des Etats membres au plus tard le 1^{er} janvier 1985⁽²⁾.

Conclusions de la présidence sur les travaux du Conseil européen

1.1.9. Le Conseil européen, réuni à Fontainebleau les 25 et 26 juin 1984, a adopté les décisions réglant les questions laissées en suspens à sa réunion de Bruxelles les 19 et 20 mars 1984.

Le Conseil européen a, par ailleurs, confirmé les accords auxquels il est parvenu à Bruxelles. Il a pris note des progrès réalisés en matière de politiques nouvelles et a traité de l'environnement et la santé. Il a adopté des orientations nouvelles concernant la relance de la coopération européenne.

1. Déséquilibres budgétaires

1. La politique des dépenses est à terme le moyen essentiel de résoudre la question des déséquilibres budgétaires.

Toutefois, il a été décidé que tout Etat membre supportant une charge budgétaire excessive au regard de sa prospérité relative est susceptible de bénéficier, le moment venu, d'une correction.

La base de la correction est l'écart entre la quote-part des paiements TVA et la quote-part dans les dépenses réparties selon les critères actuels.

2. En ce qui concerne le Royaume-Uni, le dispositif suivant est adopté:

- pour l'année 1984, une somme forfaitaire de 1 000 millions d'Ecus est fixée;
- à partir de 1985, l'écart (base de la correction) tel que défini au paragraphe 1 est, pour la période visée au paragraphe 4, annuellement corrigé à hauteur de 66 %.

3. Les corrections prévues au paragraphe 2 viendront en déduction de la part TVA normale du Royaume-Uni au titre de l'année budgétaire suivante celle pour laquelle la correction est accordée. La charge qui en résultera pour les autres Etats membres sera répartie entre eux selon leur part TVA normale, ajustée, de telle façon que la part de la République fédérale d'Allemagne passe à 2/3 de sa part TVA.

4. La formule de correction prévue au paragraphe 2 (2^e tiret) fera partie de la décision d'augmentation du plafond TVA à 1,4 %, leurs durées étant liées.

Un an avant que le nouveau plafond ne soit atteint, la Commission présentera au Conseil un rapport faisant le point sur:

- les résultats de la discipline budgétaire;
- les besoins financiers de la Communauté;
- la répartition des charges budgétaires entre Etats membres, eu égard à leur prospérité relative, et les conséquences à en tirer sur l'application des corrections budgétaires.

Le Conseil réexaminera la question dans son ensemble et prendra *ex novo* les décisions appropriées.

2. Ressources propres et élargissement

Le taux maximal de mobilisation de la TVA est fixé à 1,4 % à la date du 1^{er} janvier 1986: ce taux maximal vaut pour chaque Etat membre et entrera en vigueur dès que les procédures de ratification seront achevées et au plus tard le 1^{er} janvier 1986.

Le taux maximal peut être porté à 1,6 % à la date du 1^{er} janvier 1988 sur décision du Conseil prise à

(1) Le règlement portant création d'un nouveau Fonds européen de développement régional a été adopté (voir points 1.3.1 et suiv.); par contre, les travaux concernant le FEOGA se poursuivent encore.

(2) Un texte explicatif sur le passeport européen est repris au point 3.5.1.

Un comité ad hoc sera créé afin de préparer et coordonner ces actions. Il sera composé des représentants des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres.

Le Conseil européen approuve l'accord de principe intervenu quant à la création du passeport européen et demande au Conseil de prendre les décisions utiles pour que ce passeport soit effectivement à la disposition des ressortissants des Etats membres au plus tard le 1^{er} janvier 1985.

Il demande au Conseil et aux pays membres de mettre très rapidement à l'étude les mesures qui pourraient permettre de parvenir dans un délai rapproché et en tout cas avant la fin du premier semestre 1985:

- à un document unique pour la circulation des marchandises;
- à la suppression de toutes les formalités de police et de douane aux frontières intercommunautaires pour la circulation des personnes;
- à un système général d'équivalence des diplômes universitaires, de manière à rendre effectif le droit de libre établissement au sein de la Communauté.

Le comité examinera, entre autres, les suggestions suivantes:

- instruments symboliques de l'existence de la Communauté, en particulier un drapeau et un hymne;
- constitution d'équipes sportives européennes;
- banalisation des postes frontières;
- frappe d'une monnaie européenne, l'Ecu.

Il souhaite également que les Etats membres participent aux initiatives qui encourageront la jeunesse à l'extérieur de ses frontières, et en particulier qu'ils soutiennent la création de comités nationaux des volontaires européens pour le développement, rassemblant les jeunes Européens désireux de travailler à des projets de développement dans le tiers monde.

Le comité ad hoc examinera en outre les suggestions suivantes:

- lutte contre la drogue;
- jumelage de classes d'enfants.

La Commission apportera sa contribution aux travaux du comité dans le respect de ses compétences.

7. Comité ad hoc pour les questions institutionnelles

Le Conseil européen a décidé la création d'un comité ad hoc composé de représentants person-

nels des chefs d'Etat et de gouvernement, à l'instar du « comité Spaak ».

Ce comité est chargé de faire des suggestions pour l'amélioration du fonctionnement de la coopération européenne, dans le domaine communautaire comme dans celui de la coopération politique, ou autre.

Le président du Conseil européen prendra les dispositions nécessaires pour la mise en œuvre de cette décision.

Déclarations et commentaires

1.1.10. « Il n'y a plus un seul contentieux à régler », c'est ainsi que M. François Mitterrand, président du Conseil européen, a résumé pour la presse l'issue du Conseil européen, en ajoutant qu'avec la solution du problème de la contribution britannique, « c'est une relance très forte » que la Communauté peut enfin entamer. En effet, « dans la foulée » de la solution du « problème britannique », a été réglé aussi le « problème allemand », a été décidé le principe d'une solution pour le déficit budgétaire communautaire de 1984, a été lancée la réflexion sur des politiques nouvelles, et, « marque décisive », il y a eu la « remise en chantier » du problème des structures de l'Union européenne, « sur la base du traité de Rome », en vue de « repartir pour de nouveaux horizons ».

S'agissant du « problème britannique », M. Mitterrand a précisé que la correction est « strictement liée » à la durée de vie des ressources propres au taux de 1,4 %. Il a déclaré : « la vie nous dira jusqu'où cela mènera, aux alentours de 1987, peut-être 1988 » ; et alors, si les ressources propres sont épuisées, l'accord pourra être « repris sur des bases nouvelles ».

Au sujet de l'Europe des citoyens, il a souligné la création d'un comité ad hoc « échappant aux structures traditionnelles » et travaillant en liaison étroite avec la Commission — car il s'agit de « restituer à la structure héritée du traité de Rome toute sa force » — qui fera rapport sur une série de sujets touchant de près les Européens. A propos du passeport européen, M. Mitterrand a montré le modèle que la France a

déjà édité, et qui sera mis en circulation au niveau communautaire à partir de 1985.

Mme Margaret Thatcher, premier ministre britannique, s'est concentrée dans une brève conférence de presse à l'issue de la réunion sur la solution du « problème britannique », solution qui est « bonne pour la Grande-Bretagne, et bonne pour la Communauté ». Pour Mme Thatcher, il est fondamental d'avoir ainsi mis fin à une « série de palabres lassés et débilantes », et elle a salué l'« extraordinaire effort » du président Mitterrand dans la recherche d'une solution, ainsi que la « merveilleuse coopération » du chancelier Kohl ». Le fait que la solution au « problème britannique » soit liée aux ressources propres, au sujet desquelles toute décision doit avoir lieu à l'unanimité, est une garantie de la durabilité du système.

Selon le chancelier Helmut Kohl, « un résultat très satisfaisant a été atteint. Le paquet de mesures adoptées à Stuttgart est enfin valable et le difficile problème de la contribution britannique a été résolu. C'est un bon accord communautaire, dans l'intérêt de tous les participants ». M. Kohl s'est également félicité d'avoir obtenu satisfaction en ce qui concerne l'allègement de la TVA pour les agriculteurs allemands, et d'avoir pu envisager avec ses collègues une série de mesures visant à réaliser concrètement l'« Europe des citoyens ».

M. Bettino Craxi, président du Conseil italien, a estimé que les Dix ont pu « retirer une épine paralysante » et « mettre beaucoup en chantier ». De son côté, M. Wilfried Martens, premier ministre belge, a déclaré que, « trouvant une solution au « problème britannique », nous avons levé la principale hypothèque qui pesait sur la relance de l'Europe ».

Ce Conseil européen a constitué pour M. Schlüter, premier ministre danois, « un moment historique pour le marché commun », pour M. Papandréou, premier ministre grec, « un certain succès, après une longue suite d'échecs », pour M. FitzGerald, premier ministre irlandais, « un grand succès pour la présidence française », pour M. Lubbers,

premier ministre des Pays-Bas, « un résultat d'ensemble largement satisfaisant ». Enfin M. Werner, premier ministre luxembourgeois : « je pars heureux de savoir que la Communauté est à nouveau sur les bons rails ».

M. Ernest Glinne, président du groupe socialiste du Parlement européen, a déclaré : « nous félicitons la présidence française pour le succès politique qui ... a enfin marqué le Conseil européen de Fontainebleau ». M. Tindemans, président du groupe PPE, a, quant à lui, estimé que ce Conseil européen constituait « une véritable conférence de paix, une bouée de sauvetage à la Communauté qui était en train de se noyer ». M. Gaston Thorn, président de la Commission, commentant les résultats du Conseil européen a souligné que maintenant « tout est permis, mais tout n'est pas assuré ». Il s'est réjoui que le Conseil européen ait pu trouver un accord sur « une formule simple »

2. Elections européennes 1984 : les résultats

1.2.1. Près de 120 millions d'électeurs européens se sont rendus aux urnes les 14 et 17 juin⁽¹⁾ pour la seconde élection au suffrage universel direct des 434 parlementaires européens. Cette progression en chiffre absolu par rapport à 1979 a été obtenue malgré un taux de participation électorale légèrement moindre dans la plupart des pays.

1.2.2. Comme pour la première élection directe, les modes de scrutin étaient différents suivant les États membres, les Dix n'ayant pu s'accorder sur une procédure électorale uniforme⁽²⁾. Les électeurs ont donc voté suivant les modalités retenues en 1979⁽³⁾, le plus souvent un mode de scrutin

pour la correction des déséquilibres budgétaires, formule qui fera partie du nouveau traité sur les ressources propres et que la Commission avait préconisée. Il n'a cependant pas caché son regret qu'il n'ait pas été possible de doter la Communauté des moyens financiers permettant d'en assurer le développement en toute certitude et avec la continuité nécessaire. Il a réitéré son souci et celui de la Commission que la Communauté soit dotée de nouvelles ressources propres suffisantes, pour exclure la répétition, dès 1986, de l'exercice épuisant que nous avons connu de Stuttgart à Athènes et d'Athènes à Bruxelles. Il a regretté également, en ce qui concerne la « discipline budgétaire », de ne pas avoir obtenu la modification qu'il souhaitait pour tenir compte des pouvoirs du Parlement européen⁽⁴⁾.

(1) Bull. CE 3-1984, point 1.1.3.

proportionnel (avec différentes variantes). Seuls les électeurs britanniques (sauf ceux d'Irlande du Nord) ont voté selon un scrutin majoritaire par circonscription.

1.2.3. De même que la dimension européenne a été absente dans le mode de scrutin, elle a largement fait défaut au niveau des campagnes électorales. Peu nombreux furent les États membres où les thèmes de campagne ont été véritablement axés sur

(1) 14 juin : Danemark, Irlande, Pays-Bas, Royaume-Uni, 17 juin : Belgique, République fédérale d'Allemagne, Grèce, France, Italie et Luxembourg.

(2) Bull. CE 3-1982, point 2.4.3; Dix-septième Rapport général, n° 6.

(3) Bull. CE 6-1979, point 1.3.2.